

F. 97 - 187

[S - C - 96/15117]

Loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Bolivie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 25 avril 1990 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 6^o, de la Constitution.

Art. 2. L'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Bolivie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 25 avril 1990, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Bolivie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume de Belgique, agissant tant en son nom à qu'en celui du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu accords existants, et le Gouvernement de la République de Bolivie,

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel Accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

1. Le terme "investisseurs" désigne :

a) toute personne physique qui, selon la législation belge, luxembourgeoise ou bolivienne est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Bolivie respectivement;

(1) Session 1995-1996.

Sénat :

Documents. — Projet de loi, n° 1-205/1. — Rapport, n° 1-205/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 1-205/3.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 20 décembre 1995. — Discussion. Séance du 5 mars 1996. Vote. Séance du 7 mars 1996.

Chambre :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 475/1.

Annales parlementaires. — Projet transmis par le Sénat. Séance du 8 mars 1996. — Discussion. Séance du 3 avril 1996. — Vote. Séance du 4 avril 1996.

N. 97 - 187

[S - C - 96/15117]

10 JUNI 1996. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Republiek Bolivia inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, gedaan te Brussel op 25 april 1990 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 6^o, van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Bolivia inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, gedaan te Brussel op 25 april 1990, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DE RYCKE

De Minister van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Republiek Bolivia inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen

De Regering van het Koninkrijk België, krachtens bestaande overeenkomsten mede uit naam van de Regering van het Groothertogdom Luxemburg en de Regering van de Republiek Bolivia,

Verlangend hun economische samenwerking te ontwikkelen door gunstige voorwaarden te scheppen voor de verwezenlijking van investeringen door investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij,

Overwegende de gunstige invloed die dergelijke Overeenkomst kan uitoefenen voor de verbetering van de zakelijke contacten en de versteviging van het vertrouwen op het vlak van de investeringen,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1

1. Het begrip "investeerders" betekent :

a) elk natuurlijk persoon die volgens de Belgische, Luxemburgse of Boliviaanse wetgeving onderdaan is van respectievelijk het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Bolivia;

(1) Zitting 1995-1996.

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 1-205/1. — Verslag, nr. 1-205/2. — Tekst aangenomen in zitting en overgezonden aan de Kamer, nr. 1-205/3.

Parlementaire Handelingen. — Indiciëring van het ontwerp van wet. Zitting van 20 december 1995. — Bespreking en stemming van 5 maart 1996. Zitting van 7 maart 1996.

Kamer :

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 475/1.

Parlementaire Handelingen. — Ontwerp overgezonden door de Senaat. Zitting van 8 maart 1996. — Bespreking. Zitting van 3 april 1996. — Stemming. Zitting van 4 april 1996.

b) toute personne morale constituée conformément à la législation belge, luxembourgeoise ou bolivienne et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Bolivie respectivement.

2. Le terme "investissements" désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord :

a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;

b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et le fonds de commerce;

e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur qualification d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme "revenus" désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.

Article 2

1. Chacune des Parties contractantes encourage les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet sur son territoire ces investissements conformément à sa législation.

2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

3. Le présent Accord s'applique aux investissements effectués même avant son entrée en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 3

1. Tous les investissements, existants ou futurs, effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouissent, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.

2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouissent d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, leur gestion, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance ou leur liquidation.

3. Le traitement et la protection définis aux paragraphes 1 et 2 sont au moins égaux à ceux dont jouissent les investisseurs d'un Etat tiers et ne sont, en aucun cas, moins favorables que ceux reconnus par le droit international.

4. Toutefois, ce traitement et cette protection ne s'étendent pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu :

a) de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisations économiques internationales;

b) d'une convention tendant à éviter la double imposition fiscale ou de toute autre convention en matière d'impôts.

Article 4

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre directement ou indirectement aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure ayant un effet similaire à l'égard des investissements appartenant sur son territoire à des investisseurs de l'autre Partie contractante.

b) elke rechtspersoon die is opgericht overeenkomstig de Belgische, Luxemburgse of Boliviaanse wetgeving en die zijn maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van respectievelijk het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Boliviaë.

2. Het begrip "investering" betekent om het even welke vorm van activa en elke rechtstreekse of onrechtstreekse inbreng in speciën, in natura of in werk, die worden belegd of herbelegd in om het even welke economische sector.

Als investeringen in de zin van deze Overeenkomst gelden namelijk, maar niet uitsluitend :

a) de roerende en onroerende goederen alsook alle andere zakelijke rechten, zoals-hypotheken, voorrechten, panden, vruchtgebruik en gelijkaardige rechten;

b) de aandelen, deelbewijzen en alle andere vormen van deelnemingen, zelfs minoritair of onrechtstreeks, in vennootschappen die zijn opgericht op het grondgebied van een overeenkomstsluitende partij;

c) de obligaties, vorderingen en rechten op enige prestatie met economische waarde;

d) de auteursrechten, rechten van industriële eigendom (zoals octrooien, licenties, gedeponeerde merken, modellen en industriële maquettes), technische procédés, know-how, gedeponeerde namen en handelsfondsen;

e) de publiekrechtelijke of contractuele concessies, waaronder die op het gebied van de prospectie, de teelt, de ontginning of winning van natuurlijke rijkdommen.

Veranderingen van de juridische vorm waarin de activa en kapitalen werden geïnvesteerd of geïnvesteed brengen hun kwalificatie als investering als bedoeld in deze Overeenkomst niet in het gedrang.

3. Het begrip "inkomsten" betekent de bedragen die voortvloeien uit een investering en namelijk maar niet uitsluitend, de winsten, interesten, kapitaal aangroei, dividend, royalty's of vergoedingen.

Artikel 2

1. Elk Overeenkomstsluitende Partij moedigt de investeringen op haar grondgebied door investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij aan en laat die investeringen toe in overeenstemming met haar wetgeving.

2. Elke Overeenkomstsluitende Partij laat in het bijzonder het sluiten en uitvoeren toe van licentiecontracten en van akkoorden inzake commerciële, administratieve of technische bijstand, voor zover die activiteiten verband houden met investeringen.

3. Deze Overeenkomst is van toepassing op de investeringen op het grondgebied van elk van de Overeenkomstsluitende Partijen door investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij, zelfs wanneer die werden verricht voor haar inwerkingtreding.

Artikel 3

1. Alle bestaande en toekomstige investeringen door investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een billijke en rechtvaardige behandeling.

2. Tenzij maatregelen nodig zijn ter handhaving van de openbare orde, genieten die investeringen een voortdurende zekerheid en bescherming, met uitsluiting van elke ongerechtvaardigde of discriminatoire maatregel die, in rechte of in feite, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot of de vereffening ervan zou kunnen belemmeren.

3. De in de paragrafen 1 en 2 omschreven behandeling en bescherming zijn ten minste gelijk aan die welke de investeerders van een derde Staat genieten en mogen in geen geval minder gunstig zijn dan die welke het internationaal recht waarborgt.

4. Die behandeling en bescherming strekken zich evenwel niet uit tot de voorrechten die een Overeenkomstsluitende Partij toekent aan investeerders van een derde Staat, op grond van :

a) haar lidmaatschap van of associatie met een vrijhandelszone, een douane-unie, een gemeenschappelijke markt of een internationale economische organisatie van enige andere aard;

b) een Overeenkomst tot vermindering van dubbele belasting of enige andere belastingovereenkomst.

Artikel 4

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse maatregel tot onteigening of nationalisatie, noch enige andere maatregel met een gelijkwaardige uitwerking te treffen ten aanzien van investeringen op haar grondgebied die toebehoren aan investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes doivent être remplies :

- a) les mesures sont prises selon une procédure légale;
- b) elles ne sont ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles sont assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Les indemnités sont réglées dans la monnaie de l'Etat auquel appartient l'investisseur. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de leur fixation jusqu'à celle de leur paiement, elles seront versées sans délai et librement transférables, quel que soit le lieu de la résidence ou du siège de l'ayant droit.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements.

5. Pour les matières réglées par le présent article, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie un traitement au moins égal à celui qu'elle réserve sur son territoire aux investisseurs de la nation la plus favorisée. Ce traitement ne sera en aucun cas moins favorable que celui reconnu par le droit international.

Article 5

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert de leurs avoirs liquides et notamment :

- a) des revenus des investissements y compris les bénéfices, intérêts, revenus de capital, dividendes, royalties;
- b) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts régulièrement contractés;
- c) du produit des recouvrements de créances, de la liquidation totale ou partielle des investissements, en incluant les plus-values ou augmentations du capital investi;
- d) des indemnités payées en exécution de l'article 4;
- e) des redevances et autres paiements découlant des droits de licence et de l'assistance commerciale, administrative ou technique.

2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement agréé sur le territoire de l'autre Partie contractante, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

3. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts et ce, sans autres charges que les taxes et frais usuels. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées en des cas analogues aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

Article 6

1. Les transferts visés aux articles 4 et 5 du présent Accord sont effectués aux taux de change applicables à la date de ceux-ci et en vertu de la réglementation des changes en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel l'investissement à été effectué.

2. Ces taux ne seront en aucun cas moins favorables que ceux accordés aux investisseurs de la nation la plus favorisée, notamment en vertu d'engagements spécifiques, prévus dans des accords ou arrangements quelconques conclus en matière de protection des investissements.

3. Dans tous les cas, les taux appliqués seront justes et équitables.

2. Wanneer een afwijking van paragraaf 1 wordt gerechtvaardigd door het openbaar nut, de veiligheid of het nationaal belang, dan moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

- a) de maatregelen worden genomen volgens wettelijke procedures;
- b) ze zijn noch discriminatoir, noch strijdig met een bijzondere verbintenis;
- c) ze gaan vergezeld van maatregelen die voorzien in de betaling van een aangepaste en reële schadeloosstelling.

3. Het bedrag van de schadeloosstelling moet overeenstemmen met de werkelijke waarde van de betrokken investeringen op de dag voor de datum waarop de maatregelen worden getroffen of bekendgemaakt.

De schadeloosstelling wordt betaald in de munt van de Staat waartoe de investeerder behoort. Ze levert rente op tegen het normale handelsstarief vanaf de datum van vaststelling tot de datum van uitbetaling. Ze wordt onverwijld uitgekeerd en kan vrij worden overgemaakt, ongeacht de verblijfplaats of zetel van de rechthebbende.

4. De investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij waarvan de investeringen schade zouden lijden ingevolge een oorlog of een ander gewapend conflict, een revolutie, een nationale noodtoestand of een opstand op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, genieten vanwege die laatste een behandeling die ten minste gelijk is aan die welke aan investeerders van de meest begunstigde natie wordt verleend op het vlak van de teruggaven, vergoedingen, compensaties of andere schadeloosstellingen.

5. Voor de in dit artikel behandelde kwesties verleent elke Overeenkomstsluitende Partij aan de investeerders van de andere Partij een behandeling die ten minste gelijk is aan die welke ze op haar grondgebied geeft aan de investeerders van de meest begunstigde natie. Die behandeling is in geen geval minder gunstig dan die welke het internationale recht waarborgt.

Artikel 5

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij die op haar grondgebied investeringen hebben verricht, de vrije overmaking van hun liquide middelen, en inzonderheid van :

- a) de inkomsten uit de investeringen, met inbegrip van de winsten, intresten, kapitaalopbrengsten, dividenden, royalty's;
- b) de bedragen die nodig zijn voor de terugbetaling van regelmatig aangegane leningen;
- c) de opbrengst van schuldvorderingen of van een gehele of gedeeltelijke vereffening van de investeringen, met inbegrip van de meerwaarden of verhogingen van het geïnvesteerde kapitaal;
- d) de ingevolge artikel 4 betaalde schadeloosstellingen;
- e) de retributies en andere betalingen ingevolge licentierechten of commerciële, administratieve of technische bijstand.

2. De onderdanen van een Overeenkomstsluitende Partij die uit hoofde van een toegelaten investering op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij mogen werken, mogen tevens een passend deel van hun loon overmaken naar hun land van oorsprong.

3. Elke Overeenkomstsluitende Partij levert de nodige vergunningen af om ervoor te zorgen dat de overmakingen onverwijld kunnen gebeuren, zonder de andere lasten dan de gebruikelijke taken en kosten. De in dit artikel vermelde waarborgen zijn ten minste gelijk aan die welke in gelijkaardige gevallen worden gegeven aan de investeerders van de meest begunstigde natie.

Artikel 6

1. De in artikelen 4 en 5 van deze Overeenkomst bedoelde overmakingen gebeuren tegen de wisselkoersen die van toepassing zijn op de datum van overmaking en overeenkomstig de deviezenreglementering die van kracht is in de Staat op wiens grondgebied de investering werd gedaan.

2. Die koersen mogen in geen geval minder gunstig zijn dan die welke voor investeerders van de meest begunstigde natie worden toegepast, onder meer wegens specifieke verbintenissen aangegaan in enige overeenkomst of regeling inzake bescherming van investeringen.

3. In elk geval dienen de toegepaste wisselkoersen rechtvaardig en billijk te zijn.

Article 7

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaît que les droits des investisseurs indemnisés ont été transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en sa qualité d'assureur.

2. Au même titre que les investisseurs, et dans les limites des droits ainsi transférés, l'assureur peut, par voie de subrogation, exercer et faire valoir les droits desdits investisseurs et les revendications y relatives.

La subrogation des droits s'étend également aux droits au transfert et à l'arbitrage visés aux articles 5 et 11.

Ces droits peuvent être exercés par l'assureur dans les limites de la quotité du risque couverte par le contrat de garantie, et par l'investisseur bénéficiaire de la garantie, dans les limites de la quotité du risque non couverte par le contrat.

3. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante peut faire valoir à l'égard de l'assureur, subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

Article 8

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

Article 9

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet Accord particulier.

2. Chacune des Parties contractantes assure à tout moment le respect des engagements qu'elle aura pris envers les investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 10

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doit être réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend est soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunit à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à une procédure d'arbitrage mise en oeuvre, pour chaque cas particulier, de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désignent d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui sera président du collège des arbitres.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination de l'arbitre ou des arbitres non désignés.

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à cette nomination.

4. Le collège ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du collège seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

Artikel 7

1. Indien een Overeenkomstsluitende Partij of een openbare instelling ervan vergoedingen uitbetaalt aan eigen investeerders op grond van een garantie voor een investering, dan erkent de andere Overeenkomstsluitende Partij dat de rechten van de schadeloosgestelde investeerders zijn overgedragen aan de Overeenkomstsluitende Partij of de betrokken openbare instelling, die als verzekeraar is opgetreden.

2. Net als de investeerders, en binnen de grenzen van de overgedragen rechten, kan de verzekeraar door subrogatie de rechten van deze investeerders doen gelden en de erop betrekking hebbende vorderingen uitoefenen.

De subrogatie in de rechten strekt zich ook uit tot de rechten tot overmaking en arbitrage vermeld in de artikelen 5 en 11.

Die rechten kunnen door de verzekeraar worden uitgeoefend ter belope van de hoegrootheid van het risico die door de garantie wordt gedekt, en door de investeerder die de verzekering geniet, ten belope van de hoegrootheid van het risico die niet wordt gedekt.

3. In verband met de overgedragen rechten kan de andere Overeenkomstsluitende Partij aan de verzekeraar die in de rechten van de schadeloosgestelde investeerder is getreden, de verplichtingen opleggen die wettelijk of contractueel op die investeerders rusten.

Artikel 8

Als een kwestie in verband met de investeringen niet alleen door deze Overeenkomst maar ook door de nationale wetgeving van een Overeenkomstsluitende Partij wordt geregeld, of door internationale overeenkomsten waarbij de Partijen partij zijn of worden, dan kunnen de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij zich beroepen op de bepalingen die voor hen het gunstigst zijn.

Artikel 9

1. Investerings waarvoor een specifiek akkoord werd gesloten tussen een Overeenkomstsluitende Partij en investeerders van de andere Partij, zijn onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst en aan die van het specifieke akkoord.

2. Elke Overeenkomstsluitende Partij leeft steeds de verbintenissen na die ze tegenover investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij is aangegaan.

Artikel 10

1. Elk geschil betreffende de interpretatie of de toepassing van deze Overeenkomst moet zo mogelijk worden geregeld langs diplomatieke weg.

2. Bij gebrek aan een regeling langs diplomatieke weg wordt het geschil voorgelegd aan een gemengde commissie met vertegenwoordigers van beide Partijen; die commissie vergadert op verzoek van de meest gerede Partij en zonder ongerechtvaardigde vertraging.

3. Indien de gemengde commissie het geschil niet kan regelen, wordt het op verzoek van één van de Overeenkomstsluitende Partijen onderworpen aan arbitrage, die voor elk geval apart als volgt wordt ingesteld :

Elke Overeenkomstsluitende Partij wijst een scheidsman aan binnen drie maanden vanaf de datum waarop één van de Overeenkomstsluitende Partijen de andere in kennis heeft gesteld van haar voornemen het geschil aan arbitrage te onderwerpen. Binnen twee maanden na hun aanwijzing wijzen de twee scheidsmannen in onderling overleg een onderdaan van een derde Staat aan als voorzitter van het scheidsgerecht.

Indien deze termijnen worden overschreden, kan één van de Overeenkomstsluitende Partijen de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof verzoeken de scheidsman of scheidsmannen te benoemen.

Indien de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof onderdaan is van een Overeenkomstsluitende Partij of van een Staat waarmee een Overeenkomstsluitende Partij geen diplomatieke banden heeft, of als hij om een andere reden is verhinderd, wordt de Ondervoorzitter van het Internationaal Gerechtshof verzocht die benoeming te doen.

4. Het aldus samengestelde scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast. Zijn beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen en zijn definitief en bindend voor de Overeenkomstsluitende Partijen.

5. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten die zijn verbonden aan de aanwijzing van haar scheidsman. De uitgaven met betrekking tot de aanwijzing van de derde scheidsman en de werkingskosten van het scheidsgerecht worden gelijkelijk gedragen door de Overeenkomstsluitende Partijen.

Article 11

1. Tout différend relatif aux investissements, entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante, fait l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, ce différend est réglé à l'amiable entre les parties au différend et à défaut, par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend est soumis à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend est soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur :

- le Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par "la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.;

- le Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris;

- l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage est introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulevra d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 7 du présent Accord.

5. Le tribunal arbitral statuera sur base du droit national de la Partie contractante partie au litige sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier qui serait intervenu au sujet de l'investissement, ainsi que des principes de droit international.

6. Les sentences d'arbitrage sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité de sa législation nationale.

Article 12

Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 13

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification.

Il reste en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

Artikel 11

1. Van elk investeringsgeschil tussen een investeerder van een Overeenkomstsluitende Partij en de andere Overeenkomstsluitende Partij wordt door de meest gereede Partij schriftelijk kennis gegeven, waarbij het voldoende gedetailleerd wordt omschreven.

In de mate van het mogelijke wordt dat geschil op minnelijke wijze geregeld tussen de Partijen bij het geschil en, bij gebrek daaraan, door een verzoeningsprocedure tussen de Overeenkomstsluitende Partijen langs diplomatieke weg.

2. Bij gebrek aan een minnelijke regeling, tussen de partijen bij het geschil rechtstreeks of via een verzoeningsprocedure langs diplomatieke weg, binnen zes maanden na de kennisgeving, wordt het geschil aan internationale arbitrage onderworpen.

Met dat doel geeft elke Overeenkomstsluitende Partij haar voorafgaande en onherroepelijke toestemming om elk geschil aan die arbitrage te onderwerpen. Die toestemming houdt in dat zij niet zal eisen dat de interne administratieve of juridische procedures worden uitgeput.

3. Als internationale arbitrage wordt gevraagd, wordt het geschil naar keuze van de investeerder voorgelegd aan één van de volgende scheidsrechters :

- het Internationaal Centrum voor Regeling van Investeringsgeschillen (ICSID), dat is opgericht door het "Verdrag tot regeling van investeringsgeschillen tussen Staten en onderdanen van andere Staten", ter ondertekening opgesteld te Washington op 18 maart 1965, zodra elke Overeenkomstsluitende Staat tot dat Verdrag is toegetreden. Zolang die voorwaarde niet is vervuld, stemt elke Overeenkomstsluitende Partij ermee in dat het geschil aan arbitrage wordt onderworpen volgens de regels van het Aanvullende Mechanisme van het ICSID;

- het Arbitragehof van de Internationale Kamer van Koophandel te Parijs;

- het Arbitrage-instituut van de Kamer van Koophandel te Stockholm.

Indien de arbitrageprocedure wordt ingesteld op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij, nodigt deze laatste de betrokken investeerder schriftelijk uit een keuze te maken met betrekking tot het scheidsgerecht waaraan het geschil zal worden voorgelegd.

4. Geen Overeenkomstsluitende Partij, die partij is bij een geschil, zal in enig stadium van de arbitrageprocedure of van de uitvoering van een scheidsrechterlijke uitspraak als verweer aanvoeren dat de investeerder die tegenpartij is bij het geschil, een vergoeding ter uitvoering van een verzekeringspolis of van de in artikel 7 van deze Overeenkomst vermelde garantie heeft ontvangen, die het geheel of een gedeelte van zijn verliezen dekt.

5. Het scheidsgerecht beslist op grond van het nationale recht van de Overeenkomstsluitende Partij die partij is bij het geschil en de investering op haar grondgebied heeft, met inbegrip van de regels inzake wetconflicten, van de bepalingen van deze Overeenkomst, de bepalingen van het specifieke akkoord dat eventueel werd gesloten met betrekking tot de investering, en de beginselen van internationaal recht.

6. De arbitragebeslissingen zijn definitief en bindend voor de partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe te uit te voeren overeenkomstig haar nationale wetgeving.

Artikel 12

Voor alle kwesties met betrekking tot de behandeling van investeringen genieten de investeerders van elke Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Partij de behandeling van de meest begunstigde natie.

Artikel 13

1. Deze Overeenkomst treedt in werking één maand na de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen hun akten van bekrachtiging hebben uitgewisseld.

Ze blijft van kracht gedurende een termijn van tien jaar.

Tenzij een Overeenkomstsluitende Partij ze ten minste zes maanden voor het einde van de geldigheidstermijn opzegt, wordt ze telkens stilzwijgend verlengd voor een nieuwe termijn van 10 jaar, en elke Overeenkomstsluitende Partij heeft het recht ze op te zeggen met kennisgeving ten minste zes maanden voor het einde van de lopende geldigheidstermijn.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 25 avril 1990, en deux originaux, chacun en langues française, néerlandaise et espagnole, les trois textes faisant également foi.

Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Pour le Gouvernement de la République de Bolivie :

Le Ministre des Relations extérieures et du Culte
C. ITURRALDE BALLIVIAN

Les instruments de ratification n'ayant pas été échangés. Cet Accord n'est pas encore entré en vigueur. Un avis ultérieur paraîtra pour mentionner la date de l'échange des instruments de ratification et la date d'entrée en vigueur.

2. Investerings die voor de datum van beëindiging van deze Overeenkomst werden verricht, blijven onder haar toepassing vallen gedurende een termijn van tien jaar na die datum.

Ten blijk daarvan, de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe gemachtigd door hun onderscheiden regering, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, op 25 april 1990, in drie originelen, in de Nederlandse, de Franse en de Spaanse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Voor de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

Voor de Regering van de Republiek Boliviaï :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen en van Ercdienst,
C. ITURRALDE BALLIVIAN

De bekrachtigingsoorkonden werden nog niet uitgewisseld. Bijgevolg is deze Overeenkomst nog niet in werking getreden. Een volgend advies zal gepubliceerd worden om de datum van de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden en de datum van de inwerkingtreding te vermelden.

F. 97 — 188

[S - C - 15116]

18 JUIN 1996. — Loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République socialiste du Vietnam concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Hanoï, le 24 janvier 1991 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 6^o, de la Constitution.

Art. 2. L'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République socialiste du Vietnam concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Hanoï le 24 janvier 1991, sortira son plein et entier effet.

Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

(1) Session 1995-1996.

Sénat.

Documents. — Projet de loi, n° 1-152/1. — Rapport, n° 1-152/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 1-152/3.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 25 janvier 1996. — Vote, séance du 25 janvier 1996.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 398/1. — Rapport, n° 398/2.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 27 mars 1996. Vote, séance du 28 mars 1996.

N. 97 — 188

[S - C - 15116]

18 JUNI 1996. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Hanoï op 24 januari 1991 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 77, eerste lid, 6^o, van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Hanoï op 24 januari 1991, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

(1) Zitting 1995-1996.

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 1-152/1. — Verslag, nr. 1-152/2. — Tekst aangenomen in zitting en overgezonden naar de Kamer, nr. 1-152/3.

Parlementaire Handelingen. — Indiening van het ontwerp van wet, zitting van 25 januari 1996. — Bespreking, zitting van 25 januari 1996. — Chamber des représentants.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 398/1. — Verslag, nr. 398/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, zitting van 27 maart 1996. Stemming, zitting van 28 maart 1996.